Perspectives sectorielles

2010-2012

Bas-Saint-Laurent

Service Canada

servicecanada.gc.ca 1 800 O-Canada

Auteur
Gérald Dubé, économiste
Service Canada
Région du Bas-Saint-Laurent
Téléphone : 418-722-3200 1-888-350-3231
Courriel : gerald.dube@servicecanada.gc.ca

Mise en page
Muriel Deslauriers

Photos
Image modifiée, Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Gilles M. Deschênes, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Martin Caron, © Le Québec en images, CCDMD

Octobre 2010

This publication is also available in English.

Dans ce document, l'usage exclusif du masculin pour désigner les personnes n'a pour seul but que d'alléger le texte.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément le point de vue de Service Canada ou du gouvernement du Canada.

Table des matières

Sommaire 4
Introduction 6
Notes méthodologiques 7

Partie 1 : Vue d'ensemble 9
Description du territoire 9
Démographie 9
Environnement économique 9
Indicateurs du marché du travail 11

Partie 2 : Perspectives sectorielles 13
Vue d'ensemble 13
Structure industrielle 13
Perspectives 13
Secteur primaire 14
Secteur de la fabrication 16
Fabrication liée à la consommation 17
Fabrication liée aux ressources 19
Fabrication liée aux investissements 20
Industrie de la construction 21
Secteur des services 22
Services à la consommation 22
Services à la production 24
Services gouvernementaux et parapublics 26

Liste des tableaux

Tableau 1
Principaux indicateurs du marché du travail – 2007-2009 12
Tableau 2
Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels 14
Tableau 3
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire 15
Tableau 4
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication 18
Tableau 5
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation 23
Tableau 6
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production 25
Tableau 7
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics 27

Sommaire

Perspectives économiques

Le Canada connaît une bonne reprise économique, meilleure que celle des autres pays du G7. Plusieurs indicateurs économiques clés ont progressé depuis la fin de la récession. Ainsi, le PIB réel a augmenté de 1,2 % au quatrième trimestre de 2009 et de 1,5 % au premier trimestre de 2010. L'emploi s'est aussi redressé et à la fin de mai 2010, il était presque revenu au niveau d'avant la récession. Le Québec n'est pas en reste puisqu'il avait pour sa part complètement récupéré les emplois perdus lors de la récession. C'est sur ce canevas de reprise économique que nous dresserons les perspectives du marché du travail de la région du Bas-Saint-Laurent au cours des trois prochaines années.

Le marché du travail régional a subi les contrecoups de la récession mondiale en 2009, mais ses effets se sont produits essentiellement en deuxième moitié de l'année avec six mois de retard sur le Québec. Finalement, il s'est perdu 2 500 emplois (-2,7 %) entre 2008 et 2009 au Bas-Saint-Laurent. Alors que la reprise est vigoureuse au Québec, celle-ci tarde au Bas-Saint-Laurent; l'année 2010 devrait se terminer à nouveau avec des pertes d'emplois.

Selon un scénario élaboré au printemps 2010, l'emploi au Québec devrait croître de 1 % par année au cours de la période 2010-2012, soit une hausse semblable à celle de la population. Au Bas-Saint-Laurent, nous prévoyons une croissance un peu plus faible, de l'ordre de 0,6 % par année. Toutefois, contrairement au Québec, cette croissance anticipée de l'emploi surviendra sans augmentation de la population. Après de nouvelles pertes en 2010, l'emploi connaîtra une croissance relativement vigoureuse en 2011 suivie d'une faible hausse en 2012. La progression de l'emploi viendra principalement du secteur des services mais aussi de la construction, où l'activité demeurera élevée en raison de nombreux chantiers reliés aux infrastructures, aux travaux de route et à la construction de parcs éoliens. À plus long terme, la région devra composer avec une main-d'œuvre vieillissante et en déclin, ce qui limitera la croissance de l'emploi. Quant au taux de chômage, il devrait se situer entre 9 % et 10 % au cours des trois prochaines années.

Perspectives sectorielles

Le secteur primaire

Tout en générant trois fois plus d'emplois au Bas-Saint-Laurent qu'au Québec, le secteur primaire subit depuis quelques années des pertes d'emplois. Dans le secteur agricole, le repli est dû au regroupement des fermes et à l'augmentation de la productivité. Quant à l'industrie forestière, elle a été fortement secouée au cours des dernières années, subissant les contrecoups de l'effondrement du marché du bois d'œuvre et des pâtes et papier. Les trois prochaines années seront sur le signe de la stabilité. On prévoit, entre autres, un redressement de l'emploi dans l'industrie de l'exploitation forestière après qu'elle eut touché un creux en 2009. Malgré cette légère augmentation de l'emploi, le niveau demeurera très en deçà du sommet atteint au début des années 2000.

Le secteur de la fabrication

Le secteur de la fabrication a connu un bon essor au cours des cinq premières années de la présente décennie, mais il a ralenti par la suite. Cette contraction a touché en premier lieu certaines industries aux prises avec une féroce concurrence étrangère telle les usines de textiles et du vêtement et, en second lieu, la première transformation du bois et les produits en papier, qui ont souffert d'une faible demande en provenance des États-Unis et de la valeur élevée du dollar canadien. Puis, la récession est venue perturber d'autres secteurs tels la première transformation des métaux, la fabrication métallique et la machinerie. De plus, l'usine Bombardier Transport à La Pocatière tourne au ralenti en raison d'un carnet de commandes dégarni. Pour l'ensemble de la période 2010-2012, nous anticipons un retour à la croissance, mais très modérée, en raison notamment d'un redressement dans la transformation du bois. Le taux de croissance annuel moyen du secteur de la fabrication devrait s'établir à 0,3 %. Le niveau de l'effectif projeté en 2012 demeurera inférieur d'environ 1 500 par rapport au sommet de l'emploi enregistré en 2006 dans cette industrie.

La construction

Le niveau d'activité dans l'industrie de la construction a atteint un sommet sans précédent au cours des trois dernières années. Cette industrie demeurera relativement dynamique grâce à la poursuite des installations de parcs éoliens, à la construction de routes et aux travaux d'infrastructure. De plus, deux projets majeurs dans le secteur résidentiel permettront de maintenir l'activité dans ce segment. Par contre, le secteur commercial devrait subir une légère baisse. Bien que le taux de croissance faiblira en raison du dynamisme des dernières années, nous prévoyons quand même une hausse des effectifs de l'ordre de 1 % par année pour la période 2010-2012.

Le secteur des services

Le secteur des services regroupe près des trois quarts des emplois au Bas-Saint-Laurent. Le secteur des services connaît une croissance continue et constante. Depuis 2000, l'emploi s'est accru au rythme moyen de 1,4 % par année, soit à peu près le même que l'ensemble de l'économie. Pour la période 2010-2012, nous prévoyons une croissance de l'emploi de 0,6 % par année, un taux identique à celui de l'ensemble des industries. Une situation semblable se produira au

Québec où la croissance de l'emploi dans les services (+1,1 %) sera équivalente à celle de l'ensemble des industries. Au Bas-Saint-Laurent, la progression viendra principalement de deux industries : les soins de santé et l'assistance sociale, et les services professionnels, scientifiques et techniques qui enregistreront une croissance deux fois supérieure à celle de l'ensemble des services.

Introduction

Tous les ans, Service Canada effectue des prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries et les professions pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Les résultats de ces analyses sont publiés sous la forme d'une série d'études qui visent à donner un aperçu global de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail au Québec et dans ses différentes régions.

Cette série de documents intéressera, nous l'espérons, les personnes cherchant leur voie sur le marché du travail ainsi que celles qui les appuient dans cette démarche, que ce soit les parents, le personnel du milieu de l'éducation ou les intervenants des services d'aide à l'emploi. Elle devrait également intéresser les entreprises et les associations d'employeurs désireuses de cerner certains enjeux relatifs à la gestion des ressources humaines dans leur industrie.

Le présent document comporte deux sections. La première partie dresse un portrait d'ensemble du marché du travail de la région : y sont présentés un aperçu de l'évolution économique et les principaux indicateurs du marché du travail. La deuxième partie traite des perspectives sectorielles sur la base de regroupements industriels définis dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Notes méthodologiques

Estimations d'emploi

Les estimations d'emploi par industrie sont basées sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Ce choix a été motivé par le fait que l'EPA constitue la seule source à la fois fiable et continue de l'évolution de l'emploi tant au Québec que dans les régions. Compte tenu que certaines industries présentent de faibles niveaux d'emploi dans plusieurs régions économiques, d'autres sources de données, principalement de nature administrative, ont parfois été utilisées pour pallier le manque de fiabilité de l'EPA dans ces industries. De plus, des moyennes des trois dernières années (2007-2008-2009) sont présentées dans les tableaux statistiques pour donner une indication plus fiable des niveaux d'emploi.

Les projections d'emploi ont été établies pour une période de trois ans s'étendant de 2010 à 2012. Elles ont été effectuées au cours de l'hiver 2009-2010 et sont le fruit d'un travail de collaboration de l'ensemble des économistes de Service Canada présents dans les régions du Québec. Nous tenons également à remercier l'équipe du Système de projection des professions au Canada (SPPC) sans laquelle nous ne disposerions pas de plusieurs des outils d'analyse et de prévisions à la base de la présente étude.

Regroupements industriels

L'analyse des industries présentée dans ce document repose sur une agrégation basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Nous présentons ici un bref aperçu de la composition de chacun de ces groupes. Une définition précise des industries est disponible dans le SCIAN publié par Statistique Canada.

Secteur primaire
- 11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- 21 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz

Secteur de la fabrication
- 31-33 Fabrication

Les regroupements suivants peuvent également avoir été utilisés :

Fabrication liée à la consommation
- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac
- 313 Usines de textiles
- 314 Usines de produits textiles
- 315 Fabrication de vêtements
- 316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
- 323 Impression et activités connexes de soutien
- 337 Fabrication de meubles et de produits connexes
- 339 Activités diverses de fabrication

Fabrication liée aux ressources
- 321 Fabrication de produits en bois
- 322 Fabrication du papier
- 324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- 327 Fabrication de produits minéraux non métalliques
- 331 Première transformation des métaux

Fabrication liée aux investissements
- 325 Fabrication de produits chimiques
- 326 Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- 332 Fabrication de produits métalliques
- 333 Fabrication de machines
- 334 Fabrication de produits informatiques et électroniques
- 335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
- 336 Fabrication de matériel de transport

Construction
- 23 Construction

Services à la consommation
- 44-45 Commerce de détail
- 51 Industrie de l'information et industrie culturelle
- 71 Arts, spectacles et loisirs
- 72 Hébergement et services de restauration
- 81 Autres services, sauf les administrations publiques

Services à la production
- 22 Services publics
- 41 Commerce de gros
- 48-49 Transport et entreposage
- 52 Finance et assurances
- 53 Services immobiliers et services de location et de location à bail
- 54 Services professionnels, scientifiques et techniques
- 55 Gestion de sociétés et d'entreprises
- 56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services gouvernementaux et parapublics
- 61 Services d'enseignement
- 62 Soins de santé et assistance sociale
- 91 Administrations publiques

Partie 1 : Vue d'ensemble

Description du territoire

La présente analyse des perspectives économiques et sectorielles porte sur la région du Bas-Saint-Laurent. Ce territoire, qui correspond à la région administrative 01, est formé des municipalités régionales de comté (MRC) suivantes : La Matapédia, Matane, La Mitis, Rimouski-Neigette, Les Basques, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Kamouraska.

Démographie

La population totale de ce territoire s'élevait à 200 653 personnes en 2006, soit 23 de plus qu'en 2001. Entre 1996 et 2001, la population du Bas-Saint-Laurent avait diminué de 5 434 personnes (-2,6 %). De son côté, la population de l'ensemble du Québec s'est accrue de 4,3 % entre 2001 et 2006. L'âge médian, qui sépare la population en deux groupes égaux, atteignait 44,7 ans en 2006 au Bas-Saint-Laurent comparativement à 41 ans dans l'ensemble du Québec.

Selon le plus récent scénario de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) datant de 2009, la population totale du Bas-Saint-Laurent devrait peu bouger d'ici 2016. En effet, elle ne diminuerait que de 364 personnes (-0,2 %) entre 2006 et 2016 alors que la population du Québec augmenterait de 7,8 % pendant la même période. Trois MRC connaîtraient une hausse de leur population : Rivière-du-Loup, Rimouski-Neigette et La Mitis, alors que les MRC Matane, La Matapédia, Les Basques, Témiscouata et Kamouraska verraient leur population décroître. Toutefois, cette relative stabilité cache des mouvements importants au niveau des groupes d'âge. Ainsi, les 65 ans et plus augmenteront de 40,0 % entre 2006 et 2016 alors que la population des 25-54 ans diminuera de 17,0 %. Les jeunes (15-24 ans) seront aussi moins nombreux; leur population déclinera de 22,0 % au cours de cette période. La population régionale est aussi plus âgée que celle de l'ensemble du Québec. L'ISQ prévoit que l'âge moyen au Bas-Saint-Laurent atteindra 45,8 ans en 2016 comparativement à 39,9 ans au Québec.

Environnement économique

Le Canada et le Québec sont sortis de la récession en deuxième moitié de 2009 après trois trimestres de recul du PIB. Celle-ci a été moins profonde et plus courte que les deux récessions précédentes en 1981-1982 et 1990-1992. Elle a aussi été moins grave qu'aux États-Unis et que dans les autres pays du G7. Entre le sommet de l'emploi atteint au troisième trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2009, le Canada avait perdu 314 000 emplois[1], soit un repli de 1,8 %. Pour sa part, le sommet de l'emploi au Québec a été réalisé au quatrième trimestre de 2008, de sorte qu'entre ce trimestre et le troisième de 2009, les pertes d'emplois se sont élevées à 56 000, soit un repli de 1,4 %. Il y a eu un redressement de l'emploi au quatrième trimestre de 2009 et au premier trimestre de 2010. L'emploi a poursuivi sa progression en avril et mai 2010, de sorte que le Canada avait presque récupéré tous les emplois perdus lors de la récession. Le Québec pour sa part avait complètement récupéré les emplois perdus, malgré un léger déclin en mai 2010. Toutefois, le taux de chômage au Québec demeurait plus élevé qu'avant la récession, affichant 8,0 % au premier trimestre de 2010 contre 7,3 % au troisième trimestre de 2008, en raison d'une augmentation de la population active. Au Canada, le taux de chômage, qui s'élevait à 6,1 % avant la récession, affichait 8,2 % au premier trimestre de 2010.

Les perspectives économiques mondiales telles que perçues par le Fonds monétaire international (FMI)[2] sont beaucoup plus optimistes qu'elles ne l'étaient à l'automne 2009, quoiqu'empreintes de prudence. Ainsi, après que la production mondiale eut fléchi de 0,6 % en 2009, le FMI prévoit une croissance de 4,2 % en 2010 et 4,3 % en 2011, dominée par les économies en émergence. Toutes les économies du G7 progresseront en 2010 et 2011, mais c'est au Canada que la croissance devrait être la plus élevée avec un

[1] Données désaisonnalisées.
[2] Perspectives de l'économie mondiale, FMI, avril 2010.

PIB en hausse de 3,1 % en 2010 et 3,2 % en 2011. La reprise de confiance à l'échelle mondiale a rapidement propulsé à la hausse les prix des produits de base, notamment ceux du pétrole, et porté vers le haut le taux de change qui a atteint la parité avec le dollar américain. Toutefois, ces perspectives demeurent fragiles car certains pays de la Zone euro (Grèce, Portugal, Espagne) traînent de lourds déficits, faisant craindre à nouveau une instabilité financière mondiale.

La récession de 2008-2009 a été moins profonde et plus courte que les deux précédentes, de sorte que la production et l'emploi ont rapidement retrouvé le chemin de la croissance.

Au Québec, les industries de la production de biens ont été les plus durement touchées par la récession économique, en particulier la fabrication avec la perte de 19 000 emplois et celle de la construction qui en a éliminé 7 000. Comme les transports sont en partie liés aux industries de la fabrication, il n'est pas étonnant qu'ils aient affiché les plus fortes baisses dans les services avec 21 000 emplois perdus au cours de la récession. Du côté des industries de la fabrication, c'est tout simplement la poursuite d'un long déclin qui a commencé en 2004, le nombre d'emplois perdus entre le deuxième trimestre de 2004 et le troisième de 2009 s'élevant à 106 000. Les pertes ont été particulièrement importantes dans les produits du textile et du vêtement, les produits du bois, la fabrication du papier et l'imprimerie. L'emploi a rapidement augmenté après la récession au Québec. Ainsi, il s'est créé 23 000 emplois au quatrième trimestre de 2009, et 21 000 au premier trimestre de 2010. La croissance de l'emploi s'est poursuivie en avril 2010 mais le nombre d'emplois a légèrement décliné en mai 2010. Malgré tout, le niveau de mai 2010 dépassait le précédent sommet atteint avant la récession. Les gains ont principalement été réalisés dans les services, notamment dans le commerce, les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale. Le secteur de la construction s'est rapidement relevé, son niveau d'emploi surpassant de peu celui d'avant la récession. La situation du secteur de la fabrication a cependant continué de se détériorer puisque la demande en provenance des États-Unis demeure faible. D'autres facteurs structurels, comme la transition des médias imprimés vers Internet, n'aident pas certaines industries comme celle de la fabrication de papier et l'imprimerie. Par ailleurs, une augmentation du prix du bois d'œuvre et une reprise des mises en chantier aux États-Unis redonnent de l'espoir à l'industrie de transformation du bois et au secteur forestier.

L'économie de la région du Bas-Saint-Laurent a affiché de bons résultats depuis le début de la décennie, bien qu'à certains égards, elle ait évolué en dents de scie. C'est surtout la situation de l'emploi qui s'est le plus améliorée dans la région. Entre 2000 et 2009, la région a présenté un taux de croissance annuel moyen de l'emploi de 1,3 %, soit le même qu'au Québec, en dépit du fait que sa population en âge de travailler soit restée stable alors que celle du Québec s'est accrue de 1 % en moyenne par année. C'est ainsi que le taux d'emploi s'est apprécié de 6 points de pourcentage au Bas-Saint-Laurent comparativement à seulement 1,9 point au Québec. La progression de l'emploi a été plus rapide dans la construction alors qu'elle été similaire dans le secteur de la fabrication et celui des services. Pour leur part, les industries primaires ont éliminé des emplois. Le revenu personnel disponible par habitant[3] s'est accru de 3,9 % entre 2004 et 2008 comparativement à 3,8 % dans l'ensemble du Québec. Cependant, à 21 980 $ (contre une moyenne de 25 500 $ au Québec), il se situe à l'avant-dernier rang des régions administratives.

Jusqu'au milieu de 2009, la région avait étonnamment résisté à la crise économique mondiale, avant que l'emploi ne s'effondre en deuxième moitié de l'année. Cet effondrement s'explique par une composante économique largement influencée par la conjoncture, une proportion encore élevée d'emplois saisonniers et des industries aux prises avec des problèmes structurels. Ainsi, l'emploi a reculé de 6,9 % au second semestre de 2009 et de 5,6 % au premier trimestre de 2010.

Tout comme pour les deux récessions précédentes, le Bas-Saint-Laurent a vu son économie se détériorer avec six mois de retard sur le Québec et la reprise devrait également survenir plus tard. Alors que le Québec retrouvera le chemin de la croissance en 2010, ce n'est qu'en 2011 qu'un retour à la croissance se manifestera au Bas-Saint-Laurent. De plus, la région doit composer avec une main-d'œuvre vieillissante et

[3] Source : Institut de la statistique du Québec.

en déclin. Ainsi, la population des 15-64 ans, qui constitue 99 % de la population active, passera de 134 300 en 2011 à 126 300 en 2016, une baisse de 8 000[4]. Une progression de l'emploi dans les années à venir ne pourra survenir sans une augmentation considérable de l'activité sur le marché du travail. Des problèmes de recrutement de main-d'œuvre pourraient bientôt survenir, en particulier dans les industries qui nécessitent une main-d'œuvre spécialisée comme le matériel de transport, les produits métalliques, la machinerie, les technologies de l'information, les services de santé, les biotechnologies marines et les services professionnels, scientifiques et techniques.

Plusieurs indices laissent croire à une reprise économique plus vigoureuse qu'anticipée il n'y a pas si longtemps. Ainsi, la Banque du Canada (BdC) prévoit une forte croissance en 2010, mais prévient que celle-ci ralentira en 2011 et surtout en 2012. La BdC laisse entendre que beaucoup de Canadiens ont devancé leurs achats pour profiter de la faiblesse des taux d'intérêt ou du crédit d'impôt pour les rénovations domiciliaires, ce qui pourrait se traduire par une baisse prochaine des mises en chantier. Malgré tout, la BdC a augmenté son taux d'intérêt directeur d'un quart de point le 1er juin 2010 pendant que certaines banques canadiennes haussaient leur taux hypothécaire. Le dollar canadien devrait demeurer fort tout au long de la période de prévision, soit d'ici 2012. Les analystes ne s'entendent pas sur les conséquences globales d'un dollar fort sur l'économie: sont-elles bénéfiques ou au contraire nuisibles ? L'idée la plus souvent répandue veut qu'un dollar fort soit un obstacle à une croissance solide car cela rend les exportations moins concurrentielles. Pour les exportateurs, il est clair qu'un taux de change élevé est source d'inquiétude, mais contraint ces derniers à innover. À court terme, cette situation pourrait nuire aux régions dont un pourcentage élevé de produits manufacturés sont exportés.

Selon un scénario élaboré au cours du printemps 2010, l'emploi au Québec devrait croître de 1 % par année au cours de la période 2010-2012, un scénario empreint d'une certaine prudence. Au Bas-Saint-Laurent, nous projetons une croissance de l'emploi un peu plus faible, de l'ordre de 0,6 % par année. Ce scénario s'appuie essentiellement sur la reprise économique nord-américaine, une augmentation des dépenses de consommation, la poursuite d'une forte activité dans la construction et une faible reprise des exportations, notamment dans le bois d'œuvre.

Indicateurs du marché du travail

Après une forte création d'emplois en 2008, l'emploi s'est replié de 2,7 % en 2009 au Bas-Saint-Laurent.

Le marché du travail régional a subi les contrecoups de la récession mondiale en 2009, mais ses effets se sont produits essentiellement en deuxième moitié de l'année. Entre 2008 et 2009, le nombre d'emplois a fléchi de 2 500 (-2,7 %) au Bas-Saint-Laurent alors que les pertes se sont élevées à 38 000 (-1 %) dans l'ensemble du Québec[5]. L'année 2009 avait pourtant bien commencé avec une croissance de l'emploi de 1,7 % dans la première partie de l'année, mais le tout a basculé au second semestre, l'emploi subissant un recul de 6,9 %. La population active a également décliné en 2009 (-2,2 %), comme c'est souvent le cas lorsque l'emploi diminue. En conséquence, le taux d'activité s'est déprécié de 1,4 point de pourcentage pour se fixer à 60,1 %. Le taux d'activité régional a légèrement diminué au cours des cinq dernières années après avoir atteint un sommet de 62,3 % en 2004. À tout juste 60 %, il se situe encore loin du taux moyen provincial de 65,3 % affiché en 2009.

Le taux d'emploi régional a diminué de 1,6 point de pourcentage en 2009 pour afficher 54,5 %. Il était cependant plus élevé que le taux d'emploi estimé en 2007 (54 %). Au Québec, le taux d'emploi a fléchi pour une deuxième année consécutive; il s'est établi à 59,7 % en 2009 après un sommet de 61 % atteint en 2007.

Le taux de chômage s'est accru, passant de 8,8 % en 2008 à 9,2 % en 2009. C'est son niveau le plus élevé depuis 2004 (9,4 %). Le taux de chômage a fortement progressé au Québec, passant de 7,2 % en 2008 à 8,5 % en 2009. Contrairement au Bas-Saint-Laurent,

[4] Selon le scénario de référence de 2009 de l'ISQ.
[5] Données non désaisonnalisées.

la population active s'est légèrement accrue au Québec, ce qui combiné aux pertes d'emplois, ont entraîné une forte hausse du nombre de chômeurs.

Tableau 1

Principaux indicateurs du marché du travail – 2007-2009				
Région du Bas-Saint-Laurent				
	2007	**2008**	**2009**	**2007-2009**
Population de 15 ans et plus (en milliers)	167,4	167,5	167,6	167,5
Population active (en milliers)	99,2	102,9	100,7	100,9
Personnes occupées (en milliers)	90,4	93,9	91,4	91,9
Chômeurs (en milliers)	8,8	9,0	9,3	9,0
Taux de chômage (%)	8,9	8,8	9,2	9,0
Taux d'activité (%)	59,3	61,5	60,1	60,3
Taux d'emploi (%)	54,0	56,1	54,5	54,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active
Données compilées par Service Canada

Nous prévoyons une augmentation de l'emploi de 0,6 % par année au Bas-Saint-Laurent au cours de la période 2010-2012.

Lors des récessions précédentes en 1981-1982 et 1990-1992, les pertes d'emplois étaient survenues avec quelques mois de retard sur le Québec. Le même phénomène s'est reproduit en 2008-2009. La récupération des emplois perdus pendant la récession s'était également produite avec quelques mois de retard. Il faut donc s'attendre à une situation un peu semblable pour cette récession. Notre scénario table sur une légère baisse de l'emploi en 2010, une croissance relativement vigoureuse en 2011 et une faible progression en 2012. Sur l'ensemble de la période 2010-2012, le taux de croissance annuel moyen est estimé à 0,6 % au Bas-Saint-Laurent, soit un taux inférieur à celui réalisé depuis le début de la décennie (1,3 %). Au Québec, ce taux de croissance devrait se chiffrer à 1 %. La progression de l'emploi viendra principalement du secteur des services mais aussi de l'industrie de la construction où l'activité demeurera élevée en raison de nombreux chantiers reliés aux infrastructures, aux travaux de route et à la construction de parcs éoliens. À plus long terme, la région devra composer avec une main-d'œuvre vieillissante et en déclin, ce qui limitera la croissance de l'emploi. Quant au taux de chômage, il devrait se situer entre 9 % et 10 % au cours des trois prochaines années.

Partie 2 : Perspectives sectorielles

Vue d'ensemble

Structure industrielle

La région du Bas-Saint-Laurent comptait en moyenne 91 900 personnes occupées au cours de la période 2007-2009[6]. Le niveau d'emploi du secteur de la production de biens, qui regroupe les activités primaires, l'industrie de la construction et le secteur de la fabrication, se chiffre à 23 300 personnes, ce qui représente 25,4 % de l'emploi régional. Le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication a quelque peu diminué comparativement à l'an dernier, passant de 13 200 à 12 300. Il regroupe 13,4 % de l'emploi régional, une proportion légèrement inférieure à celle du Québec (14 %). Cette proportion était en baisse par rapport à l'an dernier (14,3 %) mais elle est supérieure à sa représentation du début des années quatre-vingt-dix (11,5 %). Pour leur part, les industries primaires perdent de l'importance depuis plusieurs années. Au début des années quatre-vingt-dix, elles regroupaient plus de 11 % des travailleurs, alors que cette proportion n'est plus que de 7 %. Au Québec, les industries primaires occupent 2,4 % des travailleurs. Pour sa part, l'industrie de la construction comptait 5 % des emplois en 2007-2009, une proportion en constante hausse au cours des dernières années puisque celle-ci ne s'élevait qu'à 3,7 % en 2001-2003. Le secteur de la construction a aussi évolué à la hausse au Québec et sa part relative de l'emploi total s'élevait à 5,4 % en 2007-2009.

Le secteur des services emploie 68 600 personnes, soit 74,6 % de l'emploi régional, comparativement à 78,2 % à l'échelle du Québec. La part relative de l'emploi dans ce secteur s'est accrue d'un peu plus de deux points de pourcentage au cours des cinq dernières années en raison d'une hausse de l'emploi et de la baisse relative des industries primaires. L'écart le plus important dans la structure des services entre la région et le Québec s'observe dans les services à la production. Au Bas-Saint-Laurent, les services à la production ne rassemblent que 17,6 % de l'emploi par rapport à 26 % dans l'ensemble du Québec. Les services à la consommation sont ceux qui regroupent le plus d'emplois au Bas-Saint-Laurent, soit 29 000, ce qui représente plus de 31 % des emplois, contre 27,6 % au Québec. Enfin, les services gouvernementaux et parapublics occupent une part légèrement plus élevée, soit 25,9 % au Bas-Saint-Laurent et 24,7 % au Québec.

Perspectives

Après deux années de pertes d'emplois, on s'attend à un redressement en 2011 et 2012.

Depuis le début des années 2000, l'emploi au Bas-Saint-Laurent s'est accru en moyenne de 1,3 % par année, soit une croissance semblable à celle du Québec. Cette performance est excellente si l'on tient compte du fait que la population régionale en âge de travailler a augmenté de 0,1 % par année, alors que celle du Québec a progressé de 1 %. Toutefois, depuis 2005, la croissance de l'emploi a nettement ralenti et s'est établie à seulement 0,3 % par année, tandis qu'elle a été de 1,2 % dans l'ensemble du Québec. Ce ralentissement de la croissance est attribuable principalement aux industries productrices de biens dont l'effectif a reculé de 1,7 % en moyenne entre 2005 et 2009. Parmi les secteurs qui les composent, c'est celui de la fabrication qui connaît le plus fort ralentissement de la croissance de l'emploi : le taux de variation annuel moyen est passé de 3,7 % entre 2000 et 2005 à -1,3 % au cours des quatre dernières années. Quant au secteur des services, il a maintenu un rythme de croissance de l'emploi de 1,1 % par année entre 2005 et 2009. Cependant, cette hausse a été inférieure à celle de 1,6 % observée au Québec pendant la même période.

[6] À partir de cette section, toutes les données de l'emploi font référence à des moyennes sur une période de trois ans. Les taux de croissance annuels moyens historiques sont calculés à partir de ces moyennes. Par exemple, le niveau d'emploi de l'année 2000 correspond à la moyenne de l'emploi de la période 1998-2000 et celui de 2009 correspond à la période 2007-2009. Les comparaisons avec le Québec ont été faites sur la même base de calcul. Cette méthode permet de réduire la plus grande volatilité des données annuelles.

Tableau 2

Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels					
Région du Bas-Saint-Laurent					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble des industries	91,9	100,0 %	100,0 %	0,6 %	1,0 %
Primaire	6,4	7,0 %	2,4 %	0,2 %	0,3 %
Fabrication	12,3	13,4 %	14,0 %	0,3 %	0,4 %
Construction	4,6	5,0 %	5,4 %	1,0 %	1,3 %
Services	68,6	74,6 %	78,2 %	0,6 %	1,1 %
Services à la consommation	28,6	31,1 %	27,6 %	0,6 %	1,0 %
Services à la production	16,2	17,6 %	26,0 %	0,5 %	1,6 %
Services gouv. et parapublics	23,8	25,9 %	24,7 %	0,7 %	0,8 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Le contexte économique est beaucoup plus favorable qu'il ne l'était il y a à peine quelques mois. C'est pourquoi nous prévoyons une croissance de l'emploi de 0,6 % en moyenne pour la période 2010-2012, ce qui générera environ 1 600 nouveaux emplois. Notons qu'une partie de cette hausse découlera de la récupération des emplois perdus lors de la récession. Les perspectives pour l'ensemble du Québec sont légèrement plus positives, car on anticipe un taux de croissance annuel moyen de 1 % pour l'ensemble de la période, ce qui générera 119 000 nouveaux emplois d'ici 2012.

Sur le plan régional, les postes disponibles provenant de la création d'emplois ne représenteront qu'une faible proportion des débouchés. La plus grande part viendra des membres de la génération du baby-boom qui seront très nombreux à prendre leur retraite. Au-delà de 2014, il sera difficile de parler de croissance de l'emploi au Bas-Saint-Laurent car la population active aura probablement amorcé un mouvement baissier, en raison du choc démographique.

Secteur primaire

Le **secteur primaire** regroupe environ 6 400 emplois au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 7 % de l'emploi régional, une proportion en décroissance, mais qui demeure nettement plus élevée que celle de l'ensemble du Québec (2,4 %). Le niveau d'emploi du secteur primaire a atteint un sommet en 2003 avec 8 700 travailleurs, à la suite d'une conjoncture favorable dans l'exploitation forestière et les mines. L'effectif des industries primaires a chuté chaque année par la suite pour afficher son plus bas niveau en 2009 depuis que des données comparables sont devenues accessibles en 1987. C'est principalement l'industrie forestière qui est responsable de ce fort recul depuis 2003, bien que l'industrie agricole enregistre de légères pertes depuis de nombreuses années. Le recul de l'emploi devrait s'arrêter au cours de la période de prévision : nous anticipons une faible hausse annuelle de 0,2 % de l'effectif du secteur primaire au cours de la période 2010-2012, principalement dans l'industrie forestière (+2,8 %) où un redressement de l'emploi est anticipé, après avoir touché un creux en 2009.

L'industrie agricole dénombrait 3 900 travailleurs en 2007-2009, soit 4,2 % de l'emploi régional et plus de 60 % de l'emploi du secteur primaire. L'effectif dans l'agriculture suit une tendance à la baisse, tout comme dans l'ensemble du Québec. Ainsi, le nombre d'emplois dans l'agriculture est passé de 4 400 en moyenne au cours des années 1990 à moins de 4 000 en 2007-2009. Les pertes d'emplois à long terme sont principalement dues à la diminution du nombre d'exploitations agricoles, particulièrement dans la production laitière. Cependant, leur concentration a favorisé une hausse de la productivité et de la production. L'agriculture demeure une activité économique d'importance dans la région. Avec 4 % du PIB régional attribuable à l'agriculture, le Bas-Saint-Laurent se classe au troisième rang des régions administratives à cet égard.

L'élevage laitier domine avec plus de 50 % des recettes[7] comparativement à une moyenne de 29 % à l'échelle du Québec. Les autres productions d'importance sont le porc (13 %), l'acériculture (8 %) et le bœuf (7 %). La production ovine, jadis un fleuron de l'agriculture régionale, connaît certaines difficultés. L'augmentation des coûts de production et la baisse des prix ont entraîné la disparition d'une vingtaine de producteurs. Malgré tout, le Bas-Saint-Laurent demeure la principale région productrice d'agneaux au Québec.

Tableau 3

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire

Région du Bas-Saint-Laurent

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble du secteur primaire	6,4	7,0 %	2,4 %	0,2 %	0,3 %
Agriculture	3,9	4,2 %	1,6 %	-0,4 %	-0,3 %
Foresterie et exploitation forestière	1,5	1,7 %	0,4 %	2,8 %	0,0 %
Pêche, chasse et piégeage	0,1	0,1 %	0,0 %	0,0 %	1,9 %
Extraction minière	0,9	1,0 %	0,4 %	-1,7 %	2,5 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Le secteur primaire continuera à perdre de son importance relative au cours des prochaines années.

Les consolidations devraient se poursuivre dans la production laitière. La production porcine, quant à elle, est soumise à de nouvelles normes environnementales et sociales, de sorte que nous n'anticipons pas de développement important au cours des prochaines années dans ce segment. Une autre source d'inquiétude pour les producteurs locaux est le recours à la Loi sur les arrangements avec les créanciers par le Centre de transformation des viandes de Saint-Gabriel qui est, donc, menacé de fermeture. Enfin. le nombre de producteurs acéricoles devrait demeurer stable, mais il existe toujours un grand potentiel de transformation, car la région ne transforme que 20 % de sa production. Compte tenu de ces différents facteurs, l'emploi agricole devrait légèrement décliner d'ici 2012. Nous anticipons un recul de l'emploi de l'ordre de 0,4 % par année, suivant ainsi sa tendance à long terme.

L'industrie de **la foresterie et de l'exploitation forestière** a enregistré une chute brutale de l'emploi au cours des cinq dernières années après une forte croissance dans les années quatre-vingt-dix et au début des années 2000. L'exploitation forestière avait alors profité d'une conjoncture favorable dans l'industrie de la transformation du bois, (notamment dans la seconde transformation), et d'ententes spécifiques entre la région et le

[7] Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, *Portrait agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent*, 1er avril 2008.

gouvernement du Québec en matière d'aménagement forestier. Ainsi, alors que l'industrie comptait près de 3 000 travailleurs au début des années 2000, elle n'en regroupait plus que 1 500 en moyenne en 2007-2009. La récente récession a bien entendu eu un impact majeur sur cette industrie mais le recul de l'emploi a commencé bien avant le ralentissement économique de 2008-2009. La diminution des approvisionnements en bois à la suite du dépôt du rapport Coulombe, les réductions supplémentaires imposées par le Forestier en chef à compter de 2008, la valeur élevée du dollar canadien, ainsi que le contexte difficile dans lequel évoluent les secteurs de la première transformation du bois et du papier sont autant de facteurs qui ont contribué à l'effondrement de l'emploi dans l'industrie forestière.

Les difficultés de l'industrie forestière semblent s'atténuer. On s'attend à un léger redressement d'ici 2012.

Quelques éléments laissent croire à une amélioration prochaine de la situation dans l'industrie. Ainsi, les mises en chantier aux États-Unis ont repris de la vigueur et celles du Canada sont demeurées relativement nombreuses, ce qui a fait augmenter le prix du bois d'œuvre. Mentionnons qu'au Québec, on observe une première augmentation de l'emploi dans la foresterie et l'exploitation forestière au 1er trimestre de 2010 comparativement au 1er trimestre de 2009. Le gouvernement du Québec vient aussi en aide aux producteurs privés québécois en injectant près de 29 millions de dollars dans l'aménagement des forêts et le programme de création d'emplois visant à soutenir les travailleurs sylvicoles. Cependant, pour le Bas-Saint-Laurent, les sommes allouées à ce budget sont en baisse par rapport aux années précédentes. Notre scénario prévoit la fin des pertes d'emplois dans l'industrie au cours de 2010-2012; nous anticipons un taux de croissance annuel moyen de 2,8 %, alors que dans l'ensemble du Québec, on prévoit une stabilité de l'emploi. Cette légère hausse de l'emploi anticipée au Bas-Saint-Laurent laissera le niveau de l'effectif dans l'industrie inférieur d'environ 1 400 au précédent sommet.

Bien qu'elle soit moins importante que l'agriculture et l'exploitation forestière, **l'industrie minière** a tout de même profité d'une croissance soutenue au cours de la dernière décennie. Celle-ci fut principalement attribuable à l'exploitation des tourbières et à l'exploitation d'une mine d'ardoises à Saint-Marc-du-Lac-Long. L'effectif a plus que doublé par rapport aux années quatre-vingt-dix. Bien que Glendyne ait dû avoir recours à la Loi sur les arrangements avec les créanciers et cesser temporairement ses activités, l'entreprise d'extraction et de fabrication d'ardoises a été sauvée grâce à un groupe d'investisseurs québécois et européens qui ont investi 9,5 M$ pour sa relance. Notre taux de variation de l'emploi pour la période 2010-2012 (-1,7 %) tient compte d'une décroissance de l'emploi chez Glendyne, où l'effectif est passé de plus de 300 employés à 250 après sa relance.

Enfin, l'industrie de la **pêche** au Bas-Saint-Laurent repose principalement sur l'exploitation de quatre espèces : la crevette, le crabe, le flétan du Groenland et l'anguille. Le nombre de pêcheurs et d'aides pêcheurs évolue peu d'une année à l'autre, mais c'est plutôt la saison de pêche qui varie selon les quotas imposés par le ministère des Pêches et Océans Canada.

Secteur de la fabrication

La récession a durement touché le secteur de la fabrication au cours de la dernière année.

Le **secteur de la fabrication** a connu un bon essor au cours des cinq premières années de la présente décennie, mais il a ralenti par la suite. Cette contraction a touché en premier lieu certaines industries aux prises avec une féroce concurrence étrangère telles les usines de textiles et du vêtement et, en second lieu, la première transformation du bois et les produits en papier qui ont souffert d'une faible demande en provenance des États-Unis et de la valeur élevée du dollar canadien. Puis la récession est venue perturber d'autres secteurs tels la première transformation des métaux, la fabrication métallique et la machinerie. De plus, l'usine Bombardier Transport à La Pocatière tourne au ralenti en raison d'un carnet de commandes dégarni. L'emploi dans le secteur de la fabrication a ainsi reculé de 1 600 (-3,9 % en moyenne annuelle) entre 2006 et 2009. Son poids relatif dans l'ensemble de l'économie est donc passé de 15,1 % en 2006 à 13,4 % en 2009. Au Québec, les pertes d'emplois dans la fabrication se sont chiffrées à près de 100 000 entre le sommet atteint en 2002 et l'année 2009, la part de l'emploi passant de 18,3 % à 14 %. Pour l'ensemble de la période 2010-2012, nous anticipons un retour à la croissance, mais très modérée, en raison notamment d'un redressement dans la transformation du bois. Le

taux de croissance annuel moyen devrait s'établir à 0,3 %, soit une croissance semblable à celle envisagée au Québec (+0,4 %). Le niveau de l'effectif projeté en 2012 demeurera inférieur d'environ 1 500 postes comparativement au sommet de l'emploi enregistré en 2006 dans cette industrie.

Fabrication liée à la consommation

La transformation des produits alimentaires continuera son expansion au cours des trois prochaines années au Bas-Saint-Laurent.

Le segment de la **fabrication liée à la consommation** regroupe quelque 4 200 emplois au Bas-Saint-Laurent, soit 34 % de l'ensemble du secteur de la fabrication, une part similaire à celle du Québec. Ce regroupement a connu une croissance relativement vigoureuse de l'emploi depuis 2000 et enregistré un gain de 2,6 % en moyenne annuelle. En revanche, la fabrication liée à la consommation a subi une baisse prononcée de son effectif au Québec, de l'ordre de 2,7 % par année entre 2000 et 2009. Ce sont les industries du textile, du vêtement, des produits en cuir et du meuble qui ont été les plus touchées par les pertes d'emplois. Comme ces industries sont moins présentes dans la région, cela explique en partie les meilleurs résultats dans ce regroupement au Bas-Saint-Laurent. Au cours des trois prochaines années, l'emploi dans la fabrication liée à la consommation devrait peu bouger. Nous prévoyons une faible croissance de seulement 0,1 %, qui sera tout de même supérieure à celle du Québec (-0,1 %).

L'industrie de la **transformation des aliments** totalise 2 200 emplois au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 52 % de la fabrication liée à la consommation. En comparaison, la transformation des aliments représente 38 % de l'emploi de ce segment au Québec. Le niveau d'emploi dans la transformation des aliments s'est accru de 1,3 % par année entre 2000 et 2009, mais il a évolué à la baisse au cours des trois dernières années. C'est la fermeture en 2008 d'un important abattoir de porcs (200 emplois) qui explique, en partie, la diminution de l'emploi dans cette industrie. Contrairement au Bas-Saint-Laurent, l'emploi dans la transformation des aliments s'est légèrement accru dans l'ensemble du Québec entre 2006 et 2009. L'année 2010 a mal commencé avec la fermeture temporaire du Centre de transformation des viandes du Bas-Saint-Laurent, (25 emplois) aux prises avec d'importantes dettes. L'entreprise, qui a eu recours à la Loi sur les arrangements avec les créanciers, espère reprendre ses activités à l'automne 2010. Par ailleurs, certaines activités de transformation ont progressé ces dernières années, entre autres les fromageries artisanales, la fabrication de mets préparés ainsi que la transformation de produits du terroir. Il convient de souligner la présence d'organismes tels l'Incubateur d'entreprises agroalimentaires et les Saveurs du Bas-Saint-Laurent, qui aident à l'implantation d'entreprises de transformation et à la mise en marché des produits locaux. La transformation des aliments devrait retrouver le chemin de la croissance d'ici 2012. Le rythme de croissance anticipé sera plus élevé que celui prévu à l'échelle du Québec, soit respectivement 1,3 % et 0,9 %.

L'industrie du **meuble** compte environ 700 emplois au Bas-Saint-Laurent. Cette industrie a connu une forte progression au cours des dix dernières années puisque la production et l'emploi y ont doublé. Ce sont les entreprises de fabrication d'armoires de cuisine et de salles de bain qui sont responsables de cette croissance. En raison de la fin du programme de crédit d'impôt à la rénovation et de la baisse attendue de la construction domiciliaire au Québec, nous anticipons une légère diminution de l'emploi au cours de la période 2010-2012; le recul anticipé est de 1,5 % alors qu'au Québec, le taux de croissance sera très faible (+0,1 %).

Les industries de la fabrication de **textiles, de vêtements et de produits en cuir** ne regroupent qu'environ 400 emplois au Bas-Saint-Laurent après en avoir compté plus de 1 000 au début des années quatre-vingt-dix. Elles ne représentent plus que 3,3 % de l'emploi manufacturier comparativement à 7,1 % au Québec. Selon les données de l'ISQ, la production de ces industries aurait baissé de 24 % entre 2004 et 2007 au Bas-Saint-Laurent. Compte tenu de la vive concurrence de l'étranger, le nombre d'emplois devrait diminuer légèrement pendant la période de prévision, tout comme dans l'ensemble du Québec.

Tableau 4

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication					
Région du Bas-Saint-Laurent					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble du secteur de la fabrication	12,3	13,4 %	14,0 %	0,3 %	0,4 %
Fabrication liée à la consommation	**4,2**	**4,6 %**	**5,2 %**	**0,1 %**	**-0,1 %**
Aliments, boissons et tabac	2,2	2,4 %	2,0 %	1,3 %	0,9 %
Usines de textiles et de produits textiles	0,1	0,1 %	0,3 %	0,0 %	-1,0 %
Vêtements et produits en cuir	0,3	0,3 %	0,7 %	-4,1 %	-2,5 %
Impression et activités connexes	0,4	0,4 %	0,7 %	-3,8 %	-1,6 %
Meubles et produits connexes	0,7	0,8 %	0,9 %	-1,5 %	0,1 %
Activités diverses de fabrication	0,5	0,5 %	0,6 %	2,3 %	0,6 %
Fabrication liée aux ressources	**5,0**	**5,5 %**	**3,0 %**	**1,7 %**	**0,1 %**
Produits en bois	2,6	2,9 %	1,0 %	2,1 %	0,4 %
Papier	0,8	0,9 %	0,7 %	-1,6 %	-1,3 %
Produits du pétrole et du charbon	0,0	0,0 %	0,1 %	--	-3,0 %
Produits minéraux non métalliques	1,0	1,1 %	0,4 %	3,5 %	1,5 %
Première transformation des métaux	0,6	0,6 %	0,7 %	0,9 %	0,8 %
Fabrication liée aux investissements	**3,1**	**3,4 %**	**5,8 %**	**-1,9 %**	**1,0 %**
Produits chimiques	0,1	0,1 %	0,8 %	-1,4 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	0,3	0,4 %	0,9 %	1,6 %	0,4 %
Produits métalliques	0,7	0,7 %	1,1 %	3,9 %	1,7 %
Machines	0,7	0,8 %	0,6 %	1,4 %	1,0 %
Produits informatiques et électroniques	0,1	0,1 %	0,6 %	-4,1 %	0,7 %
Matériel, appareils et composants électriques	0,0	0,0 %	0,4 %	--	1,1 %
Matériel de transport	1,3	1,4 %	1,4 %	-8,1 %	1,1 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

L'industrie de **l'impression** procure du travail à environ 400 personnes au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 3,3 % de l'emploi manufacturier, soit une part moins importante qu'au Québec (5 %). L'industrie de l'impression traverse actuellement une période très difficile à cause de la baisse des revenus publicitaires et de la concurrence d'Internet. Deux imprimeries ont d'ailleurs fermé leurs portes en 2010, l'une du Groupe Quebecor et l'autre du Groupe Transcontinental, pour une cinquantaine de mises à pied au total. Compte tenu des incertitudes relatives à cette branche d'activité et des mouvements de consolidation, nous prévoyons un repli de l'emploi de l'ordre de 3,8 % par année d'ici 2012, soit une perte d'environ 40 emplois.

Fabrication liée aux ressources

Au Bas-Saint-Laurent, le regroupement de la **fabrication liée aux ressources** emploie quelque 5 000 personnes, ce qui représente 40,7 % de l'emploi manufacturier. Au Québec, cette branche ne représente que 21,4 % de l'emploi manufacturier, soit le moins important des trois regroupements du secteur de la fabrication. Comme son nom l'indique, la fabrication liée aux ressources occupe une place prépondérante dans l'économie de toutes les régions ressources. Ainsi pour l'ensemble de ces régions, la fabrication liée aux ressources représente plus de 60 % de l'emploi manufacturier. À l'exception de la Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine, la région du Bas-Saint-Laurent est celle où le poids relatif de ces industries est le plus faible, ce qui révèle une plus grande diversification des industries manufacturières comparativement à l'ensemble des régions ressources.

Les pertes d'emplois du segment de la fabrication liée aux ressources devraient s'estomper au cours de la période de prévision, avec un retour à la croissance dans le secteur des produits en bois.

Après avoir connu une solide progression au début des années 2000, l'emploi dans la fabrication liée aux ressources a baissé au cours des dernières années, principalement en raison des difficultés de l'industrie du bois d'œuvre. Alors que le recul de l'emploi entre 2000 et 2009 s'est chiffré à -0,9 % par année, il s'est fortement amplifié au cours des trois dernières années pour atteindre -4,3 % en moyenne. Au Québec, ce recul a été encore plus important, soit -7,2 % en moyenne entre 2006 et 2009. Après une année 2009 extrêmement difficile, l'emploi dans le regroupement de la fabrication liée aux ressources devrait recommencer à croître au cours des trois prochaines années. Selon nos prévisions, la croissance devrait s'élever à 1,7 % par année au cours de la période 2010-2012 à cause d'une légère remontée de l'industrie du bois et de l'implantation d'une usine de fabrication de tours éoliennes à base de béton (produits minéraux non métalliques).

En dépit de son récent déclin, la **transformation du bois** est la principale industrie du secteur de la fabrication bas-laurentien, au sein duquel elle représente 21 % de l'emploi et 32 % du PIB. À titre de comparaison, l'emploi et la production dans cette industrie représentent respectivement 7,5 % et 5,8 % de l'ensemble du secteur de la fabrication québécois, ce qui donne une idée de l'importance de cette industrie dans l'économie régionale. Depuis le début des années 2000, l'emploi dans l'industrie du bois a connu un repli important de l'ordre de 3,5 % par année et les pertes d'emplois se sont accélérées au cours des trois dernières années, en baisse de 9,5 % en moyenne annuelle. C'est principalement l'industrie du sciage qui a été touchée par les nombreuses mises à pied et fermetures, alors que celle de la seconde transformation (panneaux de particules, portes et fenêtres, planchers de bois franc, bûches écologiques) s'est mieux portée. Au cours du printemps 2010, on a noté certains indices qui laissent entendre que la situation de l'industrie pourrait bientôt s'améliorer. Ainsi, la construction résidentielle a légèrement augmenté aux États-Unis et le prix du bois d'œuvre s'est accru. La plupart des usines de sciage ont relancé leurs opérations plus tôt que l'an dernier et des projets de construction d'usines de seconde transformation sont en cours. Ces éléments devraient permettre une relance de l'emploi dans la transformation du bois après plusieurs années de décroissance. Nous anticipons un taux de croissance moyen de l'emploi de 2,1 % par année d'ici 2012. Malgré cette embellie, le niveau d'emploi en 2012 sera inférieur de près de 1 000 au sommet atteint en 2001.

L'industrie **de la fabrication du papier** procure du travail à environ 800 personnes au Bas-Saint-Laurent, soit 6,5 % des travailleurs du secteur de la fabrication comparativement à 5 % dans l'ensemble du Québec. Alors que cette industrie employait plus de 50 000 personnes au Québec au début des années quatre-vingt-dix, elle n'en comptait plus que 26 000 en 2009. L'industrie du papier connaît des moments très difficiles. Les revenus

publicitaires des journaux sont en chute libre, à cause notamment de la croissance d'Internet, ce qui a entraîné une forte diminution de la demande de papier journal. Trois des quatre usines au Bas-Saint-Laurent ont procédé à de fréquents arrêts temporaires de production au cours de la dernière année. Les usines Smurfit Stone et Tembec de Matane ont été sauvées de justesse alors que la papetière White Birch (FF Soucy) à Rivière-du-Loup s'est placée sous la protection de la Loi des arrangements avec les créanciers. Vu le contexte actuel, de nouvelles baisses d'effectifs sont à prévoir; nous les estimons à 1,6 % par année pour la période 2010-2012, une diminution qui se rapproche de celle de 1,3 % prévue dans l'ensemble du Québec.

L'industrie des **produits minéraux non métalliques** et l'industrie de la **première transformation des métaux** occupent respectivement 1 000 et 600 travailleurs. Leur représentation au sein de l'économie régionale est légèrement plus élevée qu'au Québec. Depuis le début des années 2000, l'emploi de ces deux branches d'activité a connu une croissance positive, qui devrait se poursuivre d'ici 2012. L'implantation d'Énercon à Matane, qui fabriquera des éoliennes dont la tour sera en béton, créera 150 nouveaux emplois dans la branche des produits minéraux non métalliques, ce qui explique le taux de croissance de 3,5 %.

Fabrication liée aux investissements

L'emploi du segment de la fabrication liée aux investissements a progressé de 4,8 % par année depuis le début des années 2000. Le nombre d'emplois devrait diminuer d'ici 2012 à cause de la situation chez Bombardier Transport.

Les industries de la fabrication **liée aux investissements** forment le groupe le moins important du secteur de la fabrication avec 3 100 travailleurs, ce qui représente 25,2 % des emplois manufacturiers comparativement à 41,4 % dans l'ensemble du Québec. En dépit d'un poids relatif plus faible dans la région qu'au Québec, ce regroupement est celui qui a connu la plus forte progression de l'emploi depuis le début de l'an 2000, enregistrant un gain annuel moyen de 4,8 %. Cependant, il a évolué à la baisse au cours des trois dernières années. À l'échelle du Québec, le niveau d'emploi de la fabrication liée aux investissements a diminué de 0,4 % par année entre 2000 et 2009. Notons que le Bas-Saint-Laurent comptait deux fois plus d'emplois que les autres régions ressources dans ce regroupement, considéré comme le plus dynamique du secteur de la fabrication. Trois sous-secteurs dominent ce segment, soit la fabrication de produits métalliques, la fabrication de machines et le matériel de transport qui, à eux trois, regroupent pas moins de 87 % de l'emploi dans la région. L'emploi dans la fabrication liée aux investissements devrait continuer à décliner au cours de la période 2010-2012 en raison des mises à pied chez Bombardier Transport à La Pocatière en l'absence de contrat pour cette usine. Cependant, la situation pourrait rapidement s'inverser si le contrat de la STM lui était accordé.

C'est l'industrie de la **fabrication du matériel de transport** qui procure le plus d'emplois dans le segment de la fabrication liée aux investissements avec environ 1 300 travailleurs. Bombardier Transport, qui possède une usine à La Pocatière, est évidemment la principale entreprise de cette branche d'activité. Durant les bonnes années, l'usine de La Pocatière pouvait compter jusqu'à 1 200 employés, mais en raison d'un carnet de commandes incomplet, elle donne du travail à environ 500 personnes actuellement. Au moment d'écrire ces lignes, il était plus que probable que la Société de transport de Montréal (STM) aille à nouveau en appel d'offres pour le contrat du métro de Montréal, ce qui devrait retarder de deux ans l'octroi du contrat. Nous anticipons donc de nouvelles mises à pied à l'usine de La Pocatière d'ici 2012. La situation est un peu meilleure du côté des chantiers navals. Ainsi, le chantier naval Méridien Maritime de Matane a obtenu un important contrat de 32 millions de dollars du gouvernement fédéral pour la construction de trois bateaux de recherche pour Pêches et Océans Canada qui permettra à l'entreprise d'embaucher soixante nouveaux travailleurs. Mais cela ne sera pas suffisant pour empêcher les pertes d'emplois dans l'industrie, lesquelles sont évaluées à -8,1 % par année pour la période 2010-2012.

Les industries de la **fabrication de produits métalliques** et **de machines** comptent chacune environ 700 travailleurs. L'emploi dans ces deux branches d'activité conjuguées représente 11 % de l'emploi manufacturier de la région, soit une part légèrement plus faible que celle du Québec (12,1 %). Ces deux branches d'activité ont profité d'une conjoncture favorable depuis le début des années 2000. Tant la production que l'emploi se

sont accrus au cours de cette période. Les taux de croissance annuels moyens de l'emploi ont été de 6,1 % en ce qui a trait à la fabrication de produits métalliques et de 7,4 % pour la fabrication de machines. La croissance est venue particulièrement de la filière éolienne grâce à l'implantation d'une usine d'assemblage de turbines et de fabrication d'éoliennes ainsi qu'à la fabrication de machines reliées à l'industrie de la tourbe (Premier Tech). Toutefois, les deux dernières années ont été plus difficiles pour l'industrie de la fabrication de produits métalliques à cause de la crise économique mondiale. Ces difficultés ont touché notamment les ateliers d'usinage. Du côté de la machinerie, l'usine Marmen de Matane ne fonctionne que deux jours/semaine à cause du retard de plusieurs projets de parcs éoliens en lien avec le ralentissement économique mondial. La situation devrait revenir à la normale en 2011. Pour la période 2010-2012, nous prévoyons une centaine de nouveaux emplois, ce qui correspond à une croissance moyenne de 2,6 % par année. Ces prévisions reposent sur le lancement de grands chantiers de construction (p. ex. : projet hydroélectrique de la Romaine, parcs éoliens), qui devraient profiter à certaines entreprises de la région, ainsi que sur le plan de relance économique des gouvernements fédéral et provincial dans les domaines des infrastructures institutionnelles et du génie.

Industrie de la construction

L'industrie de la construction procure du travail à environ 4 600 personnes dans la région, ce qui représente 5 % de l'emploi total, soit une part légèrement inférieure à celle du Québec (5,4 %). Le niveau d'activité dans l'industrie de la construction a encore une fois été exceptionnel en 2009 au Bas-Saint-Laurent. La région a enregistré un sommet tant au niveau des mises en chantier que de la valeur totale des permis[8]. Ainsi, le nombre de mises en chantier domiciliaires a dépassé de 10,9 % celui de 2008, qui était alors le plus élevé depuis que des données comparables sont disponibles, soit en 1997. Quant à la valeur totale des permis de bâtir, elle a atteint 339,8 millions de dollars, en hausse de 40,6 % par rapport à 2008. Ces taux de croissance ont été bien supérieurs à ceux observés au Québec, où le nombre de mises en chantier a diminué de 4,6 % alors que la valeur des permis a progressé de seulement 4,8 %. Le nombre de mises en chantier domiciliaire a baissé pour une deuxième année consécutive au Québec alors qu'il a augmenté au cours des trois dernières années au Bas-Saint-Laurent. Ce sont les industries de la construction à usage industriel (+241 %) et à usage résidentiel (+41 %) qui ont enregistré les plus fortes hausses au niveau de la valeur des permis, tandis que le secteur commercial (+3,6 %) a progressé plus lentement. Quant à la valeur des permis du secteur institutionnel et gouvernemental, elle a reculé de 16 % par rapport à 2008. Cette progression du niveau d'activité dans l'industrie de la construction a entraîné une hausse du nombre d'emplois. De 2000 à 2009, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi a été de 2,9 % alors qu'il s'est accéléré au cours des trois dernières années pour atteindre 6,5 %.

L'industrie de la construction a connu une année exceptionnelle en 2009. Elle a affiché une forte activité au cours des trois dernières années et sa croissance devrait se poursuivre d'ici 2012, mais à un rythme plus ténu.

Le niveau d'activité dans l'industrie de la construction demeurera élevé au cours de la période 2010-2012, bien que le taux de croissance devrait faiblira en raison du dynamisme des dernières années. La construction résidentielle continuera de contribuer à la bonne tenue de l'industrie grâce notamment à l'érection de deux tours d'habitation à Rimouski d'une valeur de 50 millions de dollars, ce qui en fait le projet immobilier le plus important jamais réalisé au Bas-Saint-Laurent. Le projet résidentiel Royal Sud à Rivière-du-Loup, quant à lui, prévoit la construction de 382 unités d'habitations s'échelonnant sur sept ans; les investissements sont estimés à 50 millions de dollars. Parmi les autres grands chantiers en cours pendant la période de prévision, notons la poursuite des travaux d'aménagement de parcs éoliens du premier appel d'offres d'Hydro-Québec et le début des travaux de trois nouveaux parcs suite au deuxième appel d'offres; des projets de construction de routes, dont les travaux sur l'autoroute 20 entre Cacouna et Trois-Pistoles ainsi que sur la route 185 entre Cabano et la frontière du Nouveau-Brunswick; une poursuite des travaux d'agrandissement du Centre hospitalier régional de Rimouski (17 millions de dollars); la construction de l'usine d'Enercon (40 millions de dollars); l'agrandissement de la Villa Fraserville (14 millions de dollars); les travaux d'agrandissement du Manoir Les Générations (18 millions de dollars); la construction de

[8] Les données sur la valeur des permis de bâtir proviennent de Statistique Canada. Elles sont recueillies auprès des principales municipalités de la région.

nouveaux commerces dans la Cité des achats à Rimouski; la construction d'édifices à bureaux; et, finalement, des travaux d'infrastructure divers liés au plan de relance économique.

Comme l'industrie de la construction vient de connaître trois années exceptionnelles, il serait surprenant qu'un tel rythme de croissance se poursuive à court et moyen terme. Nous prévoyons quand même une hausse des effectifs de l'ordre de 1 % par année pour la période 2010-2012, alors que le scénario envisagé pour l'ensemble du Québec établit la croissance de l'emploi à 1,3 % par année.

Secteur des services

Services à la consommation

Les services à la consommation occupent près d'une personne sur trois dans la région.

Les **services à la consommation** occupent près de 29 000 personnes au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 31,1 % de l'emploi total comparativement à 27,6 % au Québec. Les services à la consommation constituent le plus important des trois regroupements du secteur des services. L'emploi dans les services à la consommation a progressé de façon soutenue depuis le début des années 2000, à un rythme de 1,5 % par année, soit un taux équivalent à celui de l'ensemble de l'économie (1,3 %). Ce taux de croissance fut toutefois inférieur à celui de l'ensemble du Québec (+1,8 %). Les services à la consommation ont connu un léger ralentissement au cours de la dernière année, l'emploi ayant reculé de 0,7 %. Sensibles à la conjoncture économique et à la croissance de l'emploi et des revenus, les services à la consommation devraient connaître une croissance à l'image de l'ensemble de l'économie, soit un gain moyen de 0,6 % par année d'ici 2012. Au Québec, les services à la consommation devraient croître au rythme de 1 % par année.

Le commerce de détail, deuxième secteur d'activité en importance dans la région, poursuivra son expansion, mais à un rythme inférieur à celui des dernières années.

Le **commerce de détail**, principale branche d'activité des services à la consommation, emploie 13 500 personnes, ce qui représente 14,6 % de l'emploi total. C'est le deuxième secteur d'activité en importance après le secteur de la santé (13 700 emplois) et il devance le secteur de la fabrication (12 300 emplois) qui occupait le 1er rang l'an dernier. Après avoir fléchi au milieu des années quatre-vingt-dix, le marché de l'emploi dans le commerce de détail s'est amélioré au cours des années 2000 : il a progressé au rythme annuel de 2,3 %, et atteint un sommet de 13 500 personnes occupées en 2007-2009. La bonne tenue de l'économie en général aura permis un développement relativement dynamique de ce secteur avec l'implantation de magasins à grande surface dans les principales villes de la région. Alors que la croissance se poursuivait au cours des deux dernières années au Bas-Saint-Laurent, le Québec, pour sa part, enregistrait des pertes d'emplois. La faible croissance de la population, voire le déclin démographique, l'intensité de la reprise économique et la forte concurrence constituent des facteurs qui influenceront la progression de l'emploi dans le commerce de détail à moyen terme. Une fois l'ensemble de ces facteurs pris en considération, nous prévoyons que la croissance de l'emploi dans la région au cours de la période 2010-2012 s'élèvera à 0,4 % par année, soit à un rythme inférieur à celui du Québec (0,9 %).

L'emploi dans l'industrie de l'hébergement et des services de restauration devrait peu bouger au cours des prochaines années.

L'industrie **de l'hébergement et de la restauration** est la deuxième branche d'activité en importance des services à la consommation avec 7 400 personnes occupées, ce qui correspond à 8,1 % de l'emploi régional, soit une proportion beaucoup plus élevée qu'au Québec (6,2 %). Entre 2000 et 2009, l'emploi dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration a connu une progression rapide de 2,4 % par année, un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble du Québec (1,9 %). Dans la région, l'emploi a fortement progressé de 2006 à 2008, mais il a légèrement reculé en 2009. L'industrie a été confrontée au ralentissement économique. Ainsi, il y a eu quelques fermetures de restaurants, dont le Boston Pizza (30 emplois) de Rivière-du-Loup qui n'était ouvert que depuis deux ans. L'Hôtel Lévesque de Rivière-du-Loup, considéré comme une institution au Bas-Saint-Laurent, s'est placé sous la protection de la Loi des arrangements avec les créanciers. D'un autre côté, certaines chaînes comme Scores, Subway et Tim Hortons, poursuivent leur expansion en région. Par ailleurs, les principales caractéristiques de

l'industrie touristique régionale proviennent de Tourisme Québec[9] : les dépenses totales des touristes se sont chiffrées à 133 millions de dollars, soit 2 % du total québécois[10]. La durée moyenne de séjour dans la région est de 3,6 jours comparativement à une moyenne provinciale de 3,1 jours. Le Bas-Saint-Laurent compte 863 entreprises associées au secteur touristique, soit 2,9 % de l'ensemble du Québec. Le nombre d'emplois générés par le tourisme est estimé à 2 500, ce qui correspond à 1,9 % du total des emplois reliés au tourisme au Québec. Le Bas-Saint-Laurent dénombre 3 % des unités d'hébergement du Québec, et son taux d'occupation a atteint 50,8 % en 2009 comparativement à 48,4 % à l'échelle du Québec. L'industrie touristique génère donc des revenus et des emplois qui sont légèrement inférieurs au prorata de sa population. Peu de changements sont prévus en ce qui a trait à l'affluence touristique au cours des trois prochaines années. Compte tenu que le nombre d'emplois s'est fortement accru au cours des quatre dernières années – mais a subi un léger recul en 2009 – nous prévoyons une légère croissance de l'emploi de l'ordre de 0,3 % dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration d'ici 2012, alors que la croissance anticipée au Québec est de 1 %.

Tableau 5

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation

Région du Bas-Saint-Laurent

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Services à la consommation	28,6	31,1 %	27,6 %	0,6 %	1,0 %
Commerce de détail	13,5	14,6 %	12,4 %	0,4 %	0,9 %
Information, culture et loisirs	3,3	3,6 %	4,5 %	1,8 %	1,0 %
Hébergement et restauration	7,4	8,1 %	6,2 %	0,3 %	1,0 %
Autres services	4,4	4,8 %	4,6 %	1,0 %	1,3 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Les industries de l'information, de la culture et des loisirs ont connu une croissance modérée au cours des dernières années.

Les industries de **l'information, de la culture et des loisirs** occupent 3 300 personnes au Bas-Saint-Laurent, soit 3,6 % de l'emploi total comparativement à 4,5 % à l'échelle du Québec. Ces industries ont enregistré une croissance modérée de l'emploi au cours des neuf dernières années, à un rythme de 0,8 % par année, alors que des pertes ont été enregistrées au cours des quatre dernières années. Au Québec, l'emploi a connu une croissance constante et soutenue tout au cours des années 2000, le taux de croissance annuel moyen s'élevant à 2,4 %. C'est l'intensification de la concurrence dans l'industrie des télécommunications qui explique le ralentissement dans la branche de l'information. Par exemple, TELUS Québec a implanté des bureaux d'affaires à Montréal et Québec, mais le nombre d'employés au siège social à Rimouski n'a pas augmenté; au contraire, il a quelque peu diminué. La baisse de l'emploi dans la branche des arts, spectacles et loisirs est plus difficile à expliquer, compte tenu que l'offre est en croissance. Selon nos prévisions, l'embauche dans les industries de l'information, de la culture et des loisirs devrait reprendre au cours des trois prochaines années. Par exemple, le téléjournal du soir de la Société Radio-Canada pour l'Est-du-Québec sera bientôt diffusé à partir de Rimouski. Le taux de croissance prévu devrait se situer autour de 1,8 % par année, ce qui sera insuffisant pour revenir au sommet historique de 4 100 emplois enregistré en 2005-2007.

[9] Tourisme Québec, Le tourisme en chiffres, édition 2010, 44 p. Les données par région correspondent aux années 2008 ou 2009.
[10] Rappelons que la population totale du Bas-Saint-Laurent représente 2,7 % de celle du Québec, ce qui constitue le paramètre clé d'équivalence pour d'autres variables avec l'ensemble du Québec.

Les **autres services à la consommation** regroupent un ensemble varié d'activités comme les services de réparation et d'entretien, les services personnels et de blanchissage, les organismes communautaires et les ménages privés. L'effectif de ce regroupement se chiffrait à 4 400 personnes en 2007-2009, ce qui correspondait à 4,8 % de l'effectif total, soit une part plus élevée que celle du Québec (4,6 %). Entre 2000 et 2009, le nombre d'emplois dans ce secteur a baissé de 1,3 % en moyenne annuelle, alors qu'il est demeuré stable dans l'ensemble du Québec. La décroissance de l'emploi s'est accélérée au cours des trois dernières années à 5,4 % par année, notamment dans les services personnels et de blanchissage et dans les ménages privés. L'évolution de l'emploi de ce secteur est soumise à celle des revenus des ménages. Comme on s'attend à une amélioration des conditions économiques, nous anticipons une croissance de l'emploi de 1 % par année d'ici 2012, laquelle proviendra surtout des services de réparation et d'entretien et des organismes. Le scénario pour l'ensemble du Québec montre une progression de l'emploi de 1,3 % par année.

Services à la production

Les **services à la production** procurent 16 200 emplois au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 17,6 % de l'effectif total, une proportion nettement inférieure à celle du Québec (26,0 %). Les services à la production sont considérés parmi les plus dynamiques du secteur tertiaire, tant sur le plan de la production que de la qualité des emplois. Entre 2000 et 2009, l'emploi dans les services à la production a progressé de 1,9 % en moyenne, soit une croissance supérieure à celle de l'ensemble des industries (1,3 %), mais très inférieure à celle observée à l'échelle du Québec (2,7 %). Malgré le ralentissement économique, les services à la production ont continué de croître en 2009, enregistrant un gain de 2,4 %. Nous prévoyons une faible croissance de l'emploi de 0,5 % par année dans les services à la production au cours de la période 2010-2012 car deux sous-secteurs importants de ces services subiront des pertes d'emplois, soit le commerce de gros et l'industrie de la finance, des assurances et de l'immobilier.

Les services à la production, souvent associés au secteur tertiaire moteur, ne représentent que 17,2 % de l'effectif total au Bas-Saint-Laurent comparativement à 26 % au Québec.

Les services à la production comportent six branches d'activité qui sont, par ordre d'importance, les transports (29,0 %), la finance, les assurances et l'immobilier (25,3 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (16,7 %), le commerce de gros (14,2 %), la gestion d'entreprises et le soutien administratif (12,3 %) et les services publics (3,0 %).

L'industrie **du transport** emploie quelque 4 700 personnes dans la région, ce qui correspond à 5,1 % de l'emploi total, soit une part plus importante que celle du Québec (4,6 %). Alors qu'au Bas-Saint-Laurent, les transports constituent la principale industrie des services à la production, au Québec, elle ne se situe qu'au troisième rang de ce regroupement sur le plan de l'emploi. Dans la région, c'est le transport routier qui domine largement cette branche d'activité et il constitue une industrie vitale à l'économie régionale. Depuis le début de la présente décennie, l'industrie du transport a connu une légère croissance de l'emploi (+1,4 %), mais la situation s'est dégradée au cours des trois dernières années, en lien avec la détérioration des secteurs de l'exploitation forestière et de la fabrication ainsi que la baisse des exportations. Ainsi, le niveau d'emploi atteint en 2007-2009 est inférieur de 700 (-13,0 %) à celui de 2005-2007. Contrairement au Bas-Saint-Laurent, l'emploi dans l'industrie du transport a enregistré une croissance de 2,3 % au Québec entre les années 2005-2007 et 2007-2009. Pour la période de prévision 2010-2012, nous prévoyons une légère croissance de l'emploi de 0,5 % par année, progression qui devrait survenir parallèlement à celle du secteur de la fabrication (+0,3 %) et de la reprise modérée dans l'industrie forestière. Au Québec, la croissance de l'emploi anticipée (+1,5 %) est nettement supérieure à celle du Bas-Saint-Laurent, venant entre autres du transport aérien où on dénombre peu d'emplois dans la région.

On dénombre 4 100 emplois dans le secteur **de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location** au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 4,4 % de l'emploi régional comparativement à 5,9 % à l'échelle du Québec. Les industries de la finance et des assurances ne sont pas aussi dynamiques dans la région que dans les grandes régions urbaines comme Montréal et Québec, où l'on retrouve les sièges sociaux ou les services administratifs de certaines grandes banques et compagnies d'assurances. Malgré

tout, ce secteur d'activité offre des emplois stables et assez bien rémunérés avec un taux de chômage pratiquement nul. De plus, l'emploi y a connu une croissance soutenue : entre 2000 et 2009, il s'est accru au rythme annuel moyen de 2,9 %, soit un taux identique à celui enregistré au Québec. Les principaux facteurs qui ont contribué à la croissance de l'emploi sont l'élargissement de la gamme de produits financiers offerts dans la plupart des succursales, l'accroissement des services à la clientèle, les faibles taux d'intérêt qui ont facilité l'accès à la propriété et la bonne tenue du secteur financier canadien malgré la récession économique. Après avoir fortement augmenté au cours des dernières années, nous anticipons un repli de l'emploi de 1,1 % au cours de 2010-2012, principalement causé par un ralentissement dans le secteur immobilier régional. Au Québec, le taux de croissance annuel devrait s'élever à 1,4 %.

Tableau 6

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production

Région du Bas-Saint-Laurent

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Services à la production	16,2	17,6 %	26,0 %	0,5 %	1,6 %
Services publics	0,5	0,6 %	0,9 %	2,7 %	1,2 %
Commerce de gros	2,3	2,5 %	4,0 %	-1,0 %	1,5 %
Transport et entreposage	4,7	5,1 %	4,6 %	0,5 %	1,5 %
Finance, assurances, immobilier et location	4,1	4,4 %	5,9 %	-1,1 %	1,4 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,7	2,9 %	6,9 %	2,9 %	2,0 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,0	2,1 %	3,7 %	1,5 %	1,2 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Les perspectives d'expansion des services professionnels, scientifiques et techniques sont intimement liées au développement de la filière éolienne et des technologies et biotechnologies marines.

Les services professionnels, scientifiques et techniques et **la gestion d'entreprises et les services administratifs** procurent 4 700 emplois dans la région, ce qui représente 5 % de l'emploi total, soit moins de la moitié de ce que totalisent ces deux branches d'activité au Québec (10,6 %). Le niveau d'emploi des services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que de la gestion d'entreprises et des services administratifs a fortement augmenté depuis le début des années 2000, bien qu'il ait évolué en dents de scie pendant cette période. L'emploi a crû de 4,8 % et 2,6 % par année respectivement dans ces deux industries. Malgré la conjoncture économique défavorable, l'emploi a continué de progresser fortement au cours des trois dernières années. Les taux de croissance de l'emploi dans l'ensemble du Québec ont été assez similaires à ceux du Bas-Saint-Laurent. Au Bas-Saint-Laurent, les services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques, entre autres ceux liés aux biotechnologies et technologies marines et à la filière éolienne, se sont le plus accrus. Nos prévisions pour la période 2010-2012 reposent sur la poursuite du développement des créneaux d'excellence (sciences maritimes, filière éolienne, sciences de l'environnement) et de la croissance des entreprises de génie-conseil ainsi que sur l'apport d'entreprises exerçant des activités liées aux technologies de l'information. Nous prévoyons donc une croissance moyenne de l'emploi de 2,9 % par année pour les services professionnels, scientifiques et techniques et de 1,5 % pour les services de gestion d'entreprises et le soutien administratif. Ce dernier secteur devrait profiter de la reprise dans le secteur de la fabrication, des importants

projets énergétiques tant dans la région (projets éoliens) que sur la Côte-Nord (projets hydroélectriques) ainsi que des investissements dans les infrastructures.

Le **commerce de gros** emploie 2 300 personnes au Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 2,5 % de l'emploi total comparativement à 4,0 % au Québec. Bien que l'emploi dans le commerce de gros ait récemment évolué à la hausse, son niveau en 2009 était légèrement plus faible que celui de 2000 (2 400 emplois). Au Québec, le niveau d'emploi dans le commerce de gros s'est hissé à un sommet historique en 2009. Les grossistes-distributeurs du commerce de gros assurent l'approvisionnement principalement dans le commerce de détail mais également à d'autres industries. En raison d'une faible reprise de l'économie en général, notamment dans le secteur de la fabrication, et en raison des faibles gains dans le commerce de détail, nous prévoyons un repli de l'emploi de 1,0 % au cours de la période 2010-2012, alors que la croissance de l'emploi prévue à l'échelle du Québec sera de 1,5 %.

Services gouvernementaux et parapublics

La hausse de l'emploi dans les services gouvernementaux et parapublics sera essentiellement attribuable à la branche des soins de santé et de l'assistance sociale.

Les **services gouvernementaux et parapublics** procurent du travail à environ 24 000 personnes dans la région du Bas-Saint-Laurent, ce qui représente 25,9 % de l'emploi total, une part légèrement plus élevée que celle du Québec (24,7 %). La répartition de l'emploi dans ce regroupement s'établit ainsi : les soins de santé et l'assistance sociale détiennent 57,5 % de l'emploi, les services d'enseignement en regroupent 25,3 % et, enfin, 17,3 % des emplois se retrouvent au sein des administrations fédérale, provinciale ou locale. L'effectif des services gouvernementaux et parapublics a connu une croissance annuelle moyenne de 0,8 % depuis le début des années 2000, soit une augmentation nettement inférieure à celle du Québec (2,2 %). Nos prévisions pour l'ensemble de ce regroupement montrent un taux de croissance semblable à celui observé au cours des neuf dernières années, soit une hausse des effectifs de 0,7 % par année au cours de la période 2010-2012.

La baisse de la clientèle scolaire aura un impact négatif sur le personnel des services d'enseignement.

Les **services d'enseignement** voient leurs effectifs régresser depuis quelques années déjà. Ainsi, entre 2000 et 2009, le personnel des services d'enseignement a diminué de 2,6 % par année, alors qu'il a progressé de 1,5 % dans l'ensemble du Québec. Cette évolution de l'emploi dans les services d'enseignement laisse entendre que la clientèle scolaire a décru de manière beaucoup plus importante dans la région qu'au Québec. Le recul de l'effectif dans l'enseignement a été progressif tout au cours des années 2000. En raison des tendances démographiques et de la poursuite de la baisse des élèves en milieu scolaire, nous devons anticiper de nouvelles réductions de personnel dans le domaine de l'éducation. Nous prévoyons donc une légère décroissance de l'emploi de 0,3 % par année d'ici 2012 dans la région, alors qu'au Québec, l'effectif devrait s'accroître de seulement 0,3 % au cours de la même période.

Les soins de santé et l'assistance sociale constituent la principale branche d'activité des services gouvernementaux et parapublics en raison des 13 700 personnes qui y travaillent, soit 14,9 % de l'effectif total, une part plus élevée que celle du Québec (12,1 %). Ce niveau d'emploi place les soins de santé et l'assistance sociale au premier rang des secteurs d'activité, devant le commerce de détail (13 500 emplois) et le secteur de la fabrication (12 300 emplois). L'emploi dans ces domaines a progressé de manière continue tout au cours des neuf dernières années et a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 3,3 %, soit un taux identique à celui de l'ensemble du Québec et supérieur à celui de l'ensemble de l'économie régionale (1,3 %). Au Bas-Saint-Laurent, la demande grandissante de soins de santé d'une population vieillissante et dispersée est venue compenser l'effet négatif du déclin démographique. De plus, nous remarquons que la progression des effectifs de cette branche d'activité s'est accélérée au cours des trois dernières années. Étant donné la priorité accordée aux soins de santé et la demande grandissante pour ces services, nous prévoyons une augmentation du personnel des soins de santé et de l'assistance sociale au cours des trois prochaines années. Le taux de croissance annuel prévu est de l'ordre de 1,5 %, ce qui devrait représenter environ 600 nouveaux postes d'ici 2012. Ce taux de croissance sera à peu près équivalent à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 7

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics					
Région du Bas-Saint-Laurent					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Services gouvernementaux et parapublics	23,8	25,9 %	24,7 %	0,7 %	0,8 %
Services d'enseignement	6,0	6,5 %	6,7 %	-0,3 %	0,3 %
Soins ambulatoires et hôpitaux	7,1	7,7 %	6,5 %	1,6 %	1,4 %
Autres soins de santé et assistance sociale	6,6	7,2 %	5,6 %	1,4 %	1,8 %
Administration fédérale	0,7	0,8 %	2,1 %	-1,3 %	-0,4 %
Administrations provinciales et territoriales	1,8	2,0 %	1,9 %	-1,2 %	-0,4 %
Administrations locales, municipales, régionales et autres	1,6	1,7 %	1,8 %	1,1 %	0,5 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

On observe une tendance baissière des effectifs des administrations publiques fédérale et provinciale.

Les administrations publiques emploient au total 4 100 personnes au Bas-Saint-Laurent réparties comme suit : 17,2 % travaillent au gouvernement fédéral, 44,7 % au gouvernement provincial et 38,1 % dans les administrations locales. Ces parts relatives sont très différentes de celles observées au Québec. C'est le gouvernement fédéral qui emploie le plus de personnes au Québec, soit 36,0 % des effectifs. Le gouvernement provincial pour sa part compte 33,0 % des effectifs des administrations publiques et les administrations locales, 31,0 %. Au Bas-Saint-Laurent, le rythme de détérioration de l'emploi dans les administrations publiques a été progressif. Ainsi, le nombre d'employés est passé de 4 400 en 2000 à 4 100 en 2009, un repli de 0,8 % par année. Le recul de l'emploi a été un peu moins rapide dans l'ensemble du Québec puisque l'emploi y a diminué de 0,3 % par année. Cette tendance à la baisse du personnel des administrations publiques devrait se poursuivre à moyen terme, sauf pour les administrations locales. Le contexte économique récent a fait en sorte que les gouvernements fédéral et provincial sont retournés en déficit budgétaire. Cette situation impliquera une gestion serrée des finances publiques au cours des prochaines années. C'est pourquoi nous nous attendons à des baisses de l'emploi dans les administrations fédérale et provinciale d'environ 1,3 % par année au cours de la période de prévision. Le processus de décentralisation de certains services et programmes pourrait entraîner une légère hausse du personnel dans les administrations locales.